Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 105 (1960)
Heft: 10

Artikel: La situation militaire de l'Ouest [Liddell Hart, B.H.]
Autor: Léderrey, E.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343016

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

105e année N° 10 Octobre 1960

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier **Roger Masson**
Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG **Georges Rapp**
Administration : Lt-colonel **Ernest Büetiger**
Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 39, Lausanne (Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)
Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : **Suisse :** 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50

Prix du numéro : Fr. 1.50

La situation militaire de l'Ouest[1]

vue par B. H. Liddell Hart

Selon son auteur, cet ouvrage remarquable est consacré aux problèmes du « Fading Deterrent » — terme imparfaitement rendu par « moyen de dissuasion défaillant » — et de son remplacement.

Les études contenues dans ce volume sont en grande partie connues de nos lecteurs par les aperçus que nous en avons donnés dans la *Revue Militaire Suisse*[2].

Le mérite de cet ouvrage est de présenter une synthèse des idées de Liddell Hart sur un sujet qui le préoccupe depuis longtemps, de grouper des arguments qu'il lâche sur le lecteur en « dispersion dirigée ».

---

[1] Le volume relié, de 257 pages, qui traite ce sujet est intitulé *Deterrent or Defence. A Fresh Look at the West's Military Position.* Il est paru à Londres, cette année-ci, chez Stevens and Sons Limited.

[2] Voir les numéros de novembre 1955 (Les opérations de nuit et leur développement), d'avril 1956 (Le drill), de mai 1956 (Le capitaine B. H. Liddell Hart), d'août 1956 (Les plans de défense de l'Ouest), de décembre 1956 (L'armée soviétique), de janvier 1957 (Sous l'égide de la bombe atomique), d'avril 1958 (La défense de l'Europe), de novembre 1958 (l'Ouest face à l'Est) et de juin 1960 (La défense et l'attaque selon Liddell Hart).

L'ouverture d'esprit de celui que l'on a qualifié de « plus éminent penseur militaire du XXe siècle » est si grande qu'elle lui permet d'aborder, avec une égale compétence, les problèmes de la plus haute stratégie et ceux de la menue tactique. Ses critiques, qu'il ne ménage pas, ont le mérite d'être constructives, car, s'il les fonde sur une étude approfondie du passé, il s'entend aussi à sonder l'avenir avec une perspicacité — prouvée par les événements — que maint général, homme d'Etat ou diplomate peut lui envier.

C'est tout naturellement par une *rétrospection* que débute le premier chapitre. A l'exemple de Wellington, l'auteur examine la situation en se plaçant « de l'autre côté de la colline ». Rien d'étonnant donc à ce que l'on voie le capitaine britannique endosser l'uniforme du chef de l'EMG soviétique pour tenter d'exposer les vues de ce maréchal en 1952. Elles concordent avec celles de Lénine, adoptées par Staline : « La stratégie de guerre la plus sage consiste à retarder les opérations jusqu'au moment où l'adversaire sera moralement suffisamment désintégré pour que l'on puisse lui porter un coup mortel. » Conclusions : « Continuons la guerre froide ! »

Etant donné la difficulté de percer le rideau de fer, cette étude se fonde davantage sur l'imagination que sur l'information. Elle est suivie de l'examen des vues américaines en 1954 et, deux ans plus tard, des vues britanniques. Aux dirigeants de son pays, Liddell Hart reproche de vivre dans le rêve d'une grandeur passée, d'une puissance depuis longtemps perdue.

* * *

Ce chapitre passionnant, où tout serait à citer, est suivi de *Perspectives* où la question des armes nucléaires est examinée sous toutes ses faces.

Depuis que les Russes disposent de missiles à portée intercontinentale, à supposer qu'ils ne s'engagent qu'en Europe et en Asie, les Américains n'hésiteraient-ils pas à lâcher contre eux leur aviation stratégique, à risquer la destruction

de New-York, Chicago et d'autres centres importants, alors que ce cas ne les concerne pas directement et que leurs intérêts vitaux ne semblent pas en jeu ? Cette question, les petits pays doivent se la poser et se demander s'ils peuvent compter sur l'intervention immédiate et sans hésitation de leur puissant protecteur ? Hésitation qui pourrait être mise à profit par les Russes.

Ici apparaît le point faible de la théorie admise par les nations de l'OTAN en 1954, laquelle prévoyait des représailles massives par les airs, *combinées* avec une action de forces terrestres, juste suffisante comme signal d'alarme, comme entrave à une attaque brusquée ou à un empiètement sur leur territoire.

Il est urgent de trouver un moyen de protection qui n'accule pas au dilemme : se suicider ou se rendre. Plus il revêtira un caractère défensif, mieux il sera susceptible d'intimider. En combinant une défense non nucléaire avec intervention immédiate de l'ultime moyen atomique de *deterrent*, les militaires qui croient encore à une guerre longue, suivie d'une victoire, tendent à exiger du gouvernement, des hommes, un équipement et des moyens financiers qu'il ne peut pas fournir.

* * *

Actuellement, ni l'Europe, ni l'Amérique ne sont en état de se défendre : les armes atomiques sont des moyens d'intimidation et non de défense. Si le risque d'une guerre totale semble être éliminé, celui d'une *guerre limitée dans le temps et dans l'espace* ne l'est pas. Au lieu de prévoir l'emploi d'armes atomiques tactiques, qui entraînerait celui d'armes atomiques stratégiques, l'OTAN ferait mieux de recourir à l'engagement de moyens progressifs *(gratuated deterrence)*. On ne les utiliserait dès le début que contre les forces engagées et l'on éviterait de bombarder les localités. Réserver l'emploi des armes nucléaires serait peut-être le moyen de permettre

à la défense d'utiliser ses forces conditionnelles, sans déclencher une guerre totale.

Un autre moyen d'éviter l'extermination et de renforcer la défense, en vue d'arrêter ou de freiner l'envahisseur, consisterait à utiliser l'*arme chimique*. Sans être mortels, les gaz annihilent la volonté de combattre. Il est paradoxal de constater qu'ils sont interdits, alors que les armes atomiques beaucoup plus meurtrières ne le sont pas... encore.

* * *

Quelles formes une *guerre limitée* pourrait-elle revêtir ?

— celle d'un grignotement lent, non limité dans le temps, et progressif d'un territoire, ou

— d'une pénétration profonde et limitée, suivie d'offres de négociations, ou

— d'une subversion provoquée dans un pays quelconque, encouragée par des éléments infiltrés ou des parachutistes volontaires, ou encore

— d'une révolte provoquée dans le pays ennemi, à l'effet d'en renverser le gouvernement.

Comment, sans se laisser écraser par des charges financières, faire face à ces dangers qui vont de la guerre froide à la guerre totale ?

La qualité de la bombe H prime la quantité. Il faut maintenir et améliorer son pouvoir de menace, sans pour cela recourir à une trop nombreuse aviation stratégique que les missiles à portée intercontinentale sont du reste en train de supplanter. La DCA coûteuse et peu efficace peut être mise au rancart, à l'exception de celle dont les troupes engagées dans la « petite guerre » ont besoin. D'autres économies peuvent être réalisées si l'on s'abstient de préparer une guerre de longue durée.

Pour parer aux agressions limitées ou locales mentionnées plus haut, une nombreuse *gendarmerie* doit être créée, sou-

tenue par d'excellentes *forces mobiles*, constamment prêtes à intervenir. Cette tâche ne saurait être assurée que par une *armée de métier* secondée avantageusement par une *milice locale* (supérieure à la Home Guard). Les forces mobiles pourraient être de deux sortes. Un *élément de choc* serait constitué par des divisions blindées, pourvues entièrement de véhicules tous terrains, qui leur permettraient de s'engager en « dispersion dirigée », à la façon d'un essaim de guêpes. L'autre élément, chargé de la police et de la défense mobile, serait formé par des *divisions d'infanterie légère*. Sans être mécanisées, elles devraient cependant être capables de se mouvoir hors des routes. Leur armement serait réduit à celui porté par le fantassin ou, pour les armes d'appui, par des mulets, voire du type motorisé adopté en Italie. Le ravitaillement serait facilité par de nombreux dépôts souterrains qui réduiraient la longueur des trains et formeraient un vaste réseau sur l'ensemble du pays.

L'idée de la protection nécessaire pour parer à une attaque locale ou limitée n'est pas contenue dans le terme *bouclier*. Il appartient au gouvernement, et non seulement aux militaires, de la formuler dans la doctrine de la défense. Aussi est-il indispensable que les hommes d'Etat et les diplomates acquièrent une connaissance, beaucoup plus approfondie que jusqu'ici, de la technique militaire.

Suivent quelques remarques de l'auteur sur le risque de malentendus qui pourraient aggraver la situation et la difficulté de *détecter à temps* le lancement de fusées intercontinentales susceptibles d'atteindre en quinze minutes les Etats-Unis et en quatre minutes les pays de l'Europe.

Depuis que les Russes ont adopté les *armes nucléaires tactiques*, écrit-il, nous ne saurions nous en passer. Il serait cependant indiqué de les réserver comme dernier atout et, à cet effet, d'en constituer des détachements qui ne seraient pas imbriqués dans les forces conventionnelles de l'OTAN.

A l'âge nucléaire, le gouvernement ne saurait lâcher la bride aux militaires. Les EM. doivent être pourvus d'or-

ganes lui permettant de s'assurer que les opérations se déroulent conformément au but assigné par lui.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire l'étude — déjà connue de nos lecteurs — sur le *rapport des effectifs à l'étendue des fronts.*

Celle qui suit souligne l'*importance des côtes* (de Norvège, de France, d'Afrique du Nord, de la Sicile, de l'Italie et de la Grèce, sans compter celles du Pacifique et de ses îles) et du rôle joué, surtout au cours de la deuxième guerre mondiale, par les *opérations amphibies.* Dans ce domaine, l'auteur place en regard les insuccès britanniques, dus à la rivalité des services de l'armée et de la flotte, et les succès remportés dans le Pacifique par le *corps de la marine américaine,* dans lequel l'étroite collaboration de l'aviation, des forces navales et terrestres était assurée. Séparer les opérations de ces trois armes — c'est une leçon de la deuxième guerre mondiale — n'est aujourd'hui plus possible. En matière d'organisation militaire, les Américains ont réalisé le plus grand des progrès depuis la création de la division, qui fut l'instrument de guerre de Napoléon.

Obsédés par le désir de voir les Alliés créer un second front en Europe, les Russes, jusqu'au débarquement en Normandie, ont affecté de n'accorder aucune valeur à leur concours. Pourtant, le nombre de divisions de la Wehrmacht accaparées par la défense des côtes de l'Europe occidentale n'était pas négligeable. Lors de l'invasion de l'U.R.S.S., en 1941, le quart des forces de Hitler (51 D.) était immobilisé en France, dans les Pays-Bas, au Danemark, en Norvège et dans les Balkans. En juin 1944, ce sont 133 D. (près de 45 %) de la Wehrmacht qui sont accaparées par la menace du débarquement imminent des Alliés. De ce total, 18 D. combattent en Italie, 32, seulement, occupent le N. de la Loire et 83 sont dispersées le long des côtes de la Norvège à la Méditerranée.

En cas d'agression locale et limitée, Liddell Hart estime que, à elles seules, les *troupes aéroportées* seraient difficilement

utilisables, mais que leur intervention pourrait avantageusement se combiner avec celle des forces amphibies du type américain, rendues plus nécessaires que jamais. Pourvues d'hélicoptères, elles offrent l'avantage de pouvoir se passer d'aérodromes, de ports et de bases terrestres, sans se préoccuper du problème des communications et de la logistique.

* * *

Avec le 3e chapitre, on aborde la question du *bouclier OTAN*. Est-il en mesure de nous protéger ? se demande Liddell Hart. Nos lecteurs connaissent déjà sa réponse négative. Aux 170 D. que la population russe (208 millions) peut fournir, les six pays (non compris les Etats-Unis) chargés de la défense du front central ne peuvent opposer que 15 D., alors que le chiffre de leur population (170 millions) les mettrait en mesure d'en fournir près de dix fois plus. L'entraînement de ces dernières laisserait en outre à désirer. Alors que les soldats russes ne sont versés dans la réserve qu'au bout de 3 ans de service, les pays continentaux de l'OTAN se refusent à prolonger la période d'instruction au-delà de 12 à 18 mois, se refusent aussi à imiter la Grande-Bretagne, soit à ne pousser en première ligne que des soldats de métier. Liddell Hart remarque encore que les pays continentaux ne consentent à dépenser, pour leur défense, que 4 % de leur budget, alors que la France (compte tenu de la lutte qu'elle mène en Algérie) et la Grande-Bretagne y consacrent 8 %.

On est loin des 90 D. — dont près de 60 attribuées à la défense du front central européen — prévues, en 1952, par le plan de Lisbonne.

Le moment est venu, conclut l'auteur, de revoir toute la question et d'en confier l'étude non pas à des commissions de parlementaires faciles à embobeliner, mais à des experts impartiaux. Cette étude doit englober le problème épineux de *Berlin* et celui de la *protection des flancs* (en pays baltes et dans les Balkans) du *front central*, dont la défense est déjà

connue de nos lecteurs. Signalons cependant les exemples suggestifs, tirés par Liddell Hart des guerres principales des XVIIIe et XIXe siècles, d'où ressortent les succès obtenus par une défense mobile.

* * *

Au sujet de la *tactique* et de l'*organisation* qu'elle nécessite, Liddell Hart estime que l'étude de la guerre menée de 1944 à 1945 n'a pas été suffisamment poussée. On est resté sur l'illusion que l'attaque terrestre était supérieure à la *défense*. Les Allemands ont cependant prouvé que si celle-ci était *à la fois statique et dynamique* elle permettait d'affronter des forces notablement plus nombreuses. Fractionnées en *groupes de combat autonomes*, des Pz.D. ont obtenu des résultats inespérés. Ces groupes — destinés non pas à s'engager dans un combat décisif, mais à paralyser l'adversaire, à le harceler en se glissant entre ses colonnes — se composaient, sur le front russe, en principe, d'un bataillon de chars, d'un bat. inf. mécanisée et d'une artillerie automotrice adéquate. Sur le front de l'Ouest, les Alliés se heurtèrent souvent à des détachements composés d'une compagnie de chars, d'une cp. inf. mécanisée et de 1 ou 2 batteries.

Liddell Hart préconise donc la formation de D. ou de Br. organiquement fractionnées en 4 ou 5 groupes de combat de ce genre, eux-mêmes divisibles en éléments plus petits. De volume restreint, ils peuvent se soustraire plus facilement aux vues et aux attaques de l'aviation, comme aussi aux effets des armes atomiques qui interdisent les *concentrations* et n'autorisent que la *dispersion* (controlled dispersion). Ayant la faculté de reconnaître et d'aménager le terrain, le défenseur a l'avantage de pouvoir préparer ses contre-attaques.

Cette tactique n'est cependant praticable que si elle dispose de formations adéquates, *entraînées à collaborer* étroitement.

* * *

En ce qui concerne les *chars*, Liddell Hart nous fait remonter à leur origine et souligne la difficulté qu'il rencontra pour faire triompher ses idées, adoptées, en premier lieu, par... les Allemands. Leur *mobilité* — qualité essentielle — les rendra encore utilisables à l'avenir, mais sous un poids n'excédant pas 23 à 25 tonnes et avec une silhouette réduite. C'est David et non Goliath qui en a besoin. Il faut résister aux désirs des équipages qui tendent à augmenter le calibre des pièces et l'épaisseur du blindage. Le char de l'avenir doit être capable de traverser une zone radioactive et un cours d'eau, de se diriger la nuit (le munir de radar) et d'être transportable en avion. Pour assurer la souplesse et la mobilité des *colonnes blindées* — leur seule sauvegarde contre l'aviation — il faut les raccourcir, prévoir leur ravitaillement par hélicoptères.

* * *

Dans une 5e partie, à propos de la *résistance passive*, l'auteur écrit : « La Grande-Bretagne ferait preuve de sagesse en renonçant à l'arme atomique si cet exemple était suivi par les pays qui en sont démunis. »

Au sujet de la *neutralité*, il remarque qu'un pays peut la garder si la résistance qu'il est capable d'opposer à un envahisseur incite celui-ci à renoncer à la violer. Dans le cas contraire l'envahisseur n'hésitera pas, mais au risque d'entrer en conflit avec une autre grande puissance. Le cas de la Suisse est cité en exemple. En 1940, les Allemands auraient eu intérêt à pénétrer sur ce territoire en vue de tourner la ligne Maginot par le Sud.

C'est à une *zone de neutralité* que Liddell Hart songe pour séparer les puissances atomiques, à la façon d'une large tranchée établie à travers bois pour empêcher l'incendie de se propager. Cette sorte de tampon serait formé par les pays décidés à limiter leurs armements et à s'abstenir de conclure une alliance militaire avec les puissances atomiques. Composé initialement des deux Allemagnes, de la Pologne

et des quatre pays scandinaves, ce « cordon sanitaire » serait peu à peu prolongé par le Benelux, la Suisse, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, les Etats des Balkans, la Turquie et, par l'Inde, jusqu'au Japon. Ce serait un moyen — peut-être le seul, estime l'auteur — d'amener l'U.R.S.S. à relâcher son étreinte sur ses satellites. Cette partie se termine par l'étude d'une *force internationale*, dont nous suivons actuellement l'intervention.

* * *

Quel est le *chemin le plus favorable pour aboutir à la paix* ? se demande Liddell Hart, en épilogue de son ouvrage.

Désarmement général, réduction quantitative et proportionnée des armements, toutes ces tentatives sont passées en revue. Un projet de *réduction qualitative* des armements, consistant à supprimer chars et avions de bombardement, s'il eût été accepté à Genève, en 1932, eût empêché le Blitzkrieg et vraisemblablement la deuxième conflagration mondiale. La raison des échecs ? Une *méfiance réciproque*, le plus sérieux obstacle à une entente sur la question du *contrôle*. Il y aurait un moyen relativement simple de la résoudre, sans commissions spéciales et inefficaces. Ce serait d'autoriser la *libre circulation* dans chaque pays.

Modifiant l'antique adage, Liddell Hart écrit : « si tu veux la paix... étudie l'histoire ! » Par ce procédé, on apprend que les guerres furent souvent engagées pour des motifs futiles, par des hommes ayant perdu sang-froid et patience, qu'on aurait pu les éviter, que les situations changent, que les antagonismes ne durent pas, les ennemis de hier devenant alliés, que des problèmes considérés comme insolubles trouvèrent cependant leur solution. De tout cela Liddell Hart fournit de nombreux exemples. Il remarque aussi que, depuis 1939, les gouvernements des démocraties de l'Ouest auraient dû retirer deux leçons :

— ne pas tenter de bluffer avec des cartes trop faibles en main,

— avant de faire un pas, le juger en se plaçant « de l'autre côté de la colline ».

Ces gouvernements — en prenant des mesures pour parer au danger des régimes communistes d'U.R.S.S. et de Chine — devraient aussi se souvenir qu'un cambrioleur ne commet un meurtre que lorsqu'il y est acculé. Aux yeux des Russes, les bases de protection établies par les Américains en Moyen et Extrême-Orient sont considérées comme des tremplins pointés sur leurs centres vitaux. S'ils se sentent menacés par l'aviation stratégique et les fusées à longue portée américaines, ils ne sauraient voir, dans les quelques divisions terrestres et l'aviation tactique de l'OTAN, des forces suffisantes pour tenter une agression. Contre une entreprise locale, en revanche, elles assurent une protection plus certaine que la *bombe atomique*, laquelle n'est « ni un agent de police, ni un pompier, ni un garde-frontières ». Engin de destruction formidable, son emploi serait funeste aux deux partis.

En définitive, ce qu'il faut, c'est *sauvegarder la paix*, but que se propose la *grande stratégie*, dirigée par le gouvernement. Si les militaires ne visent qu'à gagner la guerre, les chefs politiques, renseignés, eux, sur la façon dont naissent les conflits, doivent s'efforcer de l'éviter. A cet effet, ils garderont la tête froide, ne se laisseront entraîner ni par l'indignation, ni par l'exaspération, ni surtout par la pensée : « La guerre est inévitable, faisons-la ! »

Si la menace de cette calamité paraît imminente, qu'il faille choisir entre deux solutions, la meilleure, conclut Liddell Hart, consistera toujours à opter, sans devoir se rendre, pour le chemin qui conduit à la paix.

Colonel E. Léderrey